

« Le PTB et le PS doivent se rapprocher, il y a des convergences »

SOCIAL Robert Vertenuel, le nouveau patron de la FGTB, lance un appel

Rouge

Né le 14 mai 1965, Robert Vertenuel a grandi à Quaregnon, où son goût pour le syndicalisme est né, dit-on, au sein des Faucons rouges. Il commence sa carrière en 1987, aux mutualités socialistes du Brabant wallon. En 1994, il est élu conseiller communal PS à Nivelles - où il habite toujours. Permanent syndical en 2002 puis secrétaire régional du Brabant wallon en 2006, il devient secrétaire fédéral en charge de la Construction en 2008. Il succède ce vendredi à Marc Goblet comme secrétaire général de la FGTB.

► Le nouveau secrétaire général du syndicat socialiste espère une coalition PS-PTB pour aller au pouvoir. ► « Sur un certain nombre de sujets, ils ont des visions similaires. »

ENTRETIEN

Ce jeudi, Robert Vertenuel prendra officiellement les fonctions de secrétaire général de la FGTB, en remplacement de Marc Goblet. Il quitte la plus grosse centrale du syndicat, pour diriger l'ensemble de l'organisation. Premier message politique : il appelle à un rassemblement des gauches.

Vous devenez le numéro un de la FGTB. Et vous adresserez ce vendredi, au congrès, un message politique.

Effectivement. Sur le plan politique, j'appelle au rassemblement de la gauche. Et cela ne se limite pas au plan politique d'ailleurs. La gauche, c'est plus que des partis. C'est un rassemblement de mouvements et de partis qui cherchent une société de partage.

Concrètement, à qui pensez-vous ?

Aux mouvements de jeunesse aux associations culturelles, à la société civile et aux partis politiques. Si aujourd'hui, en Europe, on mène des politiques de droite, c'est parce que la gauche est décousue. Et il n'y a aucune raison qu'elle le soit parce que la société de partage fait consensus à gauche. Donc j'en appelle à ce qu'on arrête de se regarder le nombril et qu'on mène un beau projet solidaire.

Concernant plus précisément les partis, vous appelez à un rapprochement du PS et du PTB, les deux tendances de la gauche francophone ?

Il ne m'appartient pas de donner des injonctions à des partis, mais sur un certain nombre de sujets, ils ont des visions similaires. Il y a probablement des points de convergences et, plutôt que d'avoir un PTB qui crie de l'extérieur et un PS affaibli,

« Plutôt que d'avoir un PTB qui crie de l'extérieur et un PS affaibli, je trouve qu'une coalition des gauches serait plus intéressante »

je trouve qu'une coalition des gauches serait plus intéressante.

Voyez-vous ce rapprochement comme une force d'opposition ? Non, comme une coalition de gauches qui soit en mesure d'exercer le pouvoir. Rester dans l'opposition, sans prendre ses responsabilités, ce n'est pas comme cela qu'on transforme la société.

Vous prenez la succession de Marc Goblet, qui se plaignait de l'inflexibilité du gouvernement. Pensez-vous pouvoir avancer ?

Cela ne va pas être facile. Parce qu'à trois ans d'écart, la situation que Marc Goblet a connue est la même : un gouvernement très à droite, qui fait semblant de faire de la concertation mais n'en fait pas, ne veut pas changer de cap. Nous avons aussi des représentants patronaux qui négocient avec nous mais ils nous font savoir qu'en cas d'échec, ils iront frapper à la porte d'un gouvernement qui leur est favorable. C'est compliqué pour nous.

Les syndicats ont organisé de nombreuses actions au début du gouvernement Michel. Mais la mobilisation semble désormais difficile. Avez-vous encore une capacité d'opposition ?

Oui, sans hésiter. Ce qui s'est passé, c'est que les organisations syndicales ont beaucoup réagi au début. Puis le gouvernement a eu l'air de dire qu'il allait favoriser la concertation. Le patronat aussi. Et nous avons signé un accord interprofessionnel. Nous avons alors été enclins à dire que nous ne voulions pas être ceux qui empêchent la concertation. Nous avons ensuite engrangé d'autres accords, mais nous constatons que le gouvernement revient en arrière sur plusieurs d'entre eux.

Par exemple ?

L'augmentation des pensions minimum. Pour des raisons que nous ne comprenons pas, le ministre des Pensions a décidé de ne pas appliquer cette hausse à tous les pensionnés. Citons aussi la détermination des critères de pénibilité du travail ou encore la réforme de la loi Renault, où le gouvernement passe en force alors que des discussions étaient en cours. Il y a de quoi se poser des questions. Nous sommes inquiets. Je suis vigilant. Nous

sommes prêts à en découdre.

A faire grève ?

Comme Marc Goblet et les autres responsables de la FGTB avant nous, je ne serai jamais celui qui se lève et qui décrète qu'il va faire grève. C'est la volonté des travailleurs qui préside. Même si j'étais un va-t-en-guerre dans l'âme, ce que je ne suis pas, je serais le serviteur de mes membres.

Pensez-vous que l'image des syndicats est affectée auprès du grand public, notamment en raison des grèves ?

Pour que notre image change, il faudrait que les médias

changent la manière de nous présenter. Le jeu médiatique, et je le comprends, c'est de mettre en avant ce qui fait le buzz. Mais on oublie que 80 à 90 % des problèmes sont réglés dans les entreprises ou les secteurs et ne font l'objet d'aucun mouvement en particulier. Ce qui est mis en exergue, c'est la dissonance et c'est dommage.

Quand même : la tolérance à la grève ne s'est-elle pas réduite dans le grand public ?

Lorsque nous faisons grève nous savons et nous comprenons que cela va occasionner une gêne pour beaucoup de gens. Mais si nous ne posons pas les actes qu'il faut poser pour qu'on nous écoute, alors nous pouvons rentrer chez nous. Et ceux qui nous en veulent quand nous faisons grève, ce sont aussi, souvent, des victimes du système. Quand ils rentrent chez eux, au fond, ils sont d'accord avec nos revendications. ■

Propos recueillis par
BERNARD DEMONTY